# **Électrifier l'Afrique de l'Ouest et du Centre pour un avenir plus lumineux**

# *\*Macky Sall,* *président de la République du Sénégal et Ousmane Diagana, vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre*

# Si le niveau d’électrification du Sénégal est l’un des plus élevés d’Afrique de l’Ouest avec un taux d’accès de 80 %, de nombreux pays du continent font face à une véritable crise énergétique.

# En effet, 220 millions de personnes – soit près de la moitié de la population de la région – n'ont pas accès à l'électricité, limitant ainsi leur capacité d’entreprendre ou d’accéder à des services d'éducation et de santé adéquats. Pour atteindre l'accès universel à l'électricité, le rythme d'électrification en Afrique de l’Ouest et du Centre doit tripler d'ici à 2030.

# L'accès à une énergie abordable, fiable et durable constitue une condition essentielle pour améliorer la qualité de vie de chacun et aussi une nécessité pour transformer le continent.

La bonne nouvelle, c’est la révolution amorcée dans le domaine de l'accès à l'énergie hors réseau dans nos pays. Lors de [l'Appel à l'action de Dakar](https://www.banquemondiale.org/fr/news/statement/2022/07/07/dakar-call-to-action-joint-declaration-of-the-heads-of-state-and-government-to-mobilize-african-countries-towards-suppor) du 7 juillet 2022 à l’occasion de l’IDA 20,  les dirigeants africains ont exprimé un engagement fort en faveur de l’accès universel à l’énergie et ont rappelé l’importance d’une transition juste et équitable pour le continent.  Dans ce contexte, les pays africains comptent utiliser notamment leurs ressources en gaz naturel comme énergie de transition pour atteindre les objectifs d’accès universel à l’électricité à moindre coût tout en facilitant la création d’emplois.

Avec un pétrole à prix élevé, l'Afrique reste dépendante des énergies fossiles surtout que les subventions aux carburants ont fortement augmenté, pesant lourdement sur le budget des Etats. La mauvaise qualité de la fourniture d’énergie figure en tête des préoccupations en matière d’évaluation du climat d’investissement et entrave la numérisation des économies. Le doublement des financements annuels de la Banque mondiale dans le secteur de l’énergie au cours des trois dernières années a permis des améliorations significatives dans les états fragiles.

Par exemple, en République centrafricaine (RCA), [un nouveau parc solaire de 25 Mégawatts avec batterie de stockage](https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2022/06/03/afw-central-african-republic-increasing-electricity-supply-and-access-and-supporting-the-health-system) alimentera en électricité 250 000 personnes, doublant sa capacité de génération électrique. Ce parc solaire remplacera plus de 90 % de l’énergie actuellement générée par diesel, représentant une économie annuelle de 4 millions de dollars en coûts de combustibles pour le gouvernement. La mise en service d’une centrale solaire de cette envergure en RCA, ainsi que de cinq mini-réseaux et de l’électrification de plus de 600 écoles et hôpitaux ainsi que de 50 % des foyers d’ici 2030, est source d’espoir pour d’autres pays.

Un autre exemple d’investissement à grande échelle dans le solaire, à savoir le projet régional d’intervention urgente dans le secteur de l’énergie solaire, propose un modèle d’appel d’offres concurrentielles pour augmenter l’accès à l’électricité pour des millions de consommateurs au Tchad, Liberia, Sierra Leone et au Togo, en stimulant la capacité énergétique renouvelable connectée au réseau, ainsi que la transmission et les interconnexions régionales.

Atteindre un accès universel à l’électricité en Afrique subsaharienne nécessitera plus de 200 milliards de dollars de financements avec un rôle essentiel de l’investissement privé. Pour y parvenir il est impératif de **renforcer les cadres réglementaires et de développer des compagnies d’électricité financièrement solides**.

Au Nigéria, la plateforme DARES (Distributed Access through Renewable Energy Scale-Up Nigeria) vise à étendre l’accès en développant les énergies renouvelables, tout en levant plus d’un milliard de dollars de financement privé pour donner accès à l’électricité à plus de 15 millions de personnes.

Le Sénégal quant à lui a signé en juin 2023 avec ses partenaires, notamment l’Allemagne, le Canada, la France, le Royaume Uni et l’UE un Just Energy Transition Partnership (JETP), au titre duquel le pays s’est engagé à porter de 31 à 40% la part des énergies renouvelables dans son mix énergétique d’ici 2030 avec l’accompagnement des partenaires (mobilisation de 2,5 milliards d’euros en financements nouveaux et additionnels sur une période initiale de 3 à 5 ans).

Parmi ces projets, celui relatif à l’extension de l’accès à l’énergie permet au pays d’améliorer la résilience des infrastructures publiques essentielles, telles que les écoles et les centres de santé, ainsi que de développer les petites et moyennes entreprises en les connectant au réseau, ou à des centrales solaires off-grid.

Par ailleurs, le pays progresse dans la mobilisation des financements des secteurs public et privé pour soutenir ses objectifs d'expansion d'accès à l'énergie. Des investissements supplémentaires se concentrent à présent sur la réduction des écarts et le raccordement de tous au réseau.

**Faciliter le commerce de l'énergie au niveau régional** pour faire baisser les coûts et offrir un accès plus large et plus fiable constitue une priorité. A cet égard il faut saluer le lancement réussi de l’interconnexion des réseaux électriques de 14 de ses 15 pays membres de la CEDEAO, une initiative comportant de nombreux avantages dans le cadre du système d’échanges d’énergie électrique ouest-africain (EEEOA). La Guinée-Bissau devrait rejoindre prochainement cette interconnexion pour en tirer les avantages en termes d’accès à une énergie régulière et fiable.

L'accès universel à une énergie abordable est essentiel pour améliorer les conditions de vie des populations africaines et faciliter davantage le fonctionnement des services sociaux. Il est indispensable pour la transformation structurelle des économies, stimulant ainsi la compétitivité et la création d’emplois. L’utilisation appropriée de l’expertise et des ressources de la Banque mondiale dans le cadre d’une coopération élargie aux institutions bilatérales et multilatérales en collaboration étroite avec les pays de la sous-région constitue un gage pour l’électrification accélérée de notre continent - un message important à la veille de la COP28.